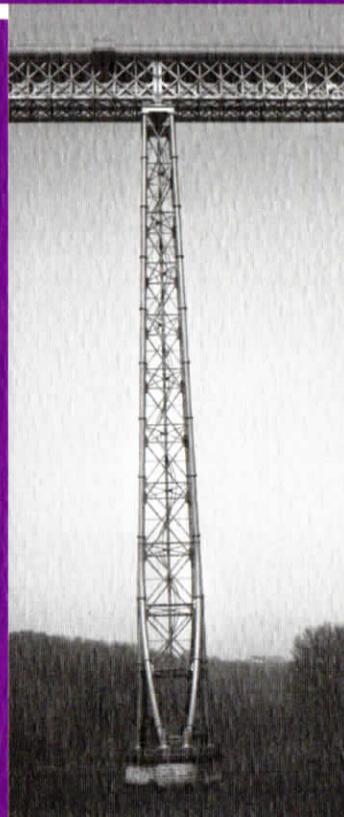


ANDRÉ HERMANT

Refuser le mensonge

ÉDITIONS

DU CHEVAL



ANDRÉ HERMANT

Refuser le mensonge

ÉDITIONS DU LINTEAU  
52 rue de Douai – 75009 Paris  
[www.editions-linteau.com](http://www.editions-linteau.com)

*Couverture* : Viaduc de la Bouble  
Ingénieur : Félix Moreaux, 1867-1871

L'essor du machinisme a provoqué la coupure entre la conception, la fabrication et l'emploi de tout ce qui constitue le cadre et l'équipement de la vie quotidienne. Un profond malaise naît de cette rupture et du fait que chacun ne peut que subir le milieu artificiel que le monde industriel et commercial lui impose.

L'atome et le cosmos ont maintenant, détourné l'attention du réel quotidien, du sensible immédiat. Et l'image, toute-puissante, s'est interposée entre ce sensible et l'esprit. Le monde réel disparaît, l'enseignement scolaire aidant, pour être remplacé par un monde de reproduction et d'abstraction.

Tout espoir n'est cependant pas perdu : le vêtement par exemple, suit de très près les variations de la mode et, malgré l'intervention des moyens industriels, la couture qui s'adresse au grand nombre — le « prêt à porter » — répond à des capacités de jugement et de choix toujours aiguisées et témoigne d'une

intense vitalité créatrice. Par contre, pour tout ce qui touche à l'habitation ce dialogue stimulant entre créateur et consommateur n'existe pas. Le public se résigne à vivre dans le cadre que lui impose la production industrielle, et il tend à se réfugier dans des décors d'opérette où les apparences d'un passé éprouvé le rassurent et le dispensent d'un jugement de valeur.

Telle cette cité qui vient d'être construite de toute pièce au bord d'une lagune artificielle qui permet l'illusion d'un double voyage — dépaysement dans le temps et dans l'espace — au moins pour ceux qu'une illusion peut contenter<sup>1</sup>. Et ceux-ci sont de plus en plus nombreux, qui se satisfont du mensonge. De même cette dégradation de la sensibilité dont témoigne le succès des « fleurs en plastique ». Rien n'est plus significatif que cette confusion entre la réalité vivante et son imitation.

L'intervention de l'« usager » se réduit au choix très limité de l'acheteur obéissant aux arguments commerciaux. Car les valeurs d'usage sont aujourd'hui remplacées ou dominées par les valeurs d'échange, et l'esthétique est devenue un argument de vente.

---

1. Allusion probable à Port Grimaud dont le permis de construire fut délivré en juin 1966 et les premières maisons livrées l'été suivant, faisant couler beaucoup d'encre (NdÉ).

C'est au développement de ce qu'on a appelé l'esthétique industrielle que l'on doit notamment l'envahissement des productions d'imitation qui dévalorisent ce qu'elles copient, que ce soient des matières naturelles ou rares, ou des formes éprouvées. Car toutes les imitations font recette : les fausses antiquités de série, le faux bois, les faux tissus, les faux cuirs, etc. ; plus l'illusion est parfaite, plus l'authentique est dévalorisé.

En même temps, les pressions commerciales font se développer une industrie de l'emballage de très haute qualité. Boîtes et flacons apparaissent souvent comme des objets qu'on pourrait qualifier de précieux, par leur matière, leur dessin, leur « fini », etc. Faits d'abord pour inciter à acheter, mais finalement pour être détruits, ils déroutent le jugement.

À cet aboutissement inattendu de la perfection atteinte, « l'artiste » de notre temps ne peut répondre que par l'affirmation de l'absurde et la « mise en valeur » de l'inutilisable. Telle est en effet, aujourd'hui, l'évolution de l'art...

Dans le domaine de l'habitation, l'industrialisation impose la même passivité devant une production dont l'élaboration échappe totalement à celui qui l'utilise et où les valeurs d'authenticité sont étouffées par les impératifs de la production.

## Anarchie ou contrainte

Traumatisés par la puissance, la froide rigueur, les effets de masse et de répétition des moyens industriels, à la fois attirés et repoussés par les métropoles concentrées et immenses, les citadins sont aujourd'hui partagés entre l'exigence d'un confort sans cesse accru et le besoin d'une évasion vers une nature plus proche des instincts millénaires : ils oscillent entre la ville-ordinateur, à la fois dortoir, bureau et usine, où tout mouvement sera calculé pour le plus grand rendement, où se développe sans cesse une production devenue fin en soi, et le milieu de « compensation sauvage » où chacun se retrempe dans les manières de vivre les plus primitives.

En réaction contre les contraintes technico-économiques, un individualisme anarchique se traduit par l'éclectisme incohérent de « maisons individuelles » souvent construites sur « plans types » réglementaires mais d'une commune indigence. Chacun affiche une fantaisie différente de celle du voisin sans que l'indispensable contrôle de la réalisation et de tous les détails puisse être exercée par celui-là même qui a conçu les plans et auquel il appartiendrait de juger de leur matérialisation et de leur convenance pour le cas particulier d'usage et de site. Toutes les villes et villages s'entourent

ainsi de banlieues neuves conçues à la manière des cimetières et qui remplacent les paysages humains naturellement harmonieux par des dépotoirs de modèles disparates et inadaptés.

Les idées de « villes radieuses » et de la *Charte d'Athènes* des années 1930 se justifiaient en réaction contre certaines réalisations néfastes de l'entre-deux-guerres. Mal interprétées, vingt ans plus tard elles ont donné naissance aux innombrables « ensembles », grands ou petits, faits de bandes, de rubans de « R + 4 » ou de tours, dans une nature artificielle, d'« espaces verts » où les pelouses sont interdites aux enfants... Ici éclate l'insuffisance des capacités créatrices : faute d'une vision lucide et globale des problèmes, la société se protège de règlements et de principes mal compris.

Quant aux notions de « secteurs sauvegardés », de protection des monuments historiques ou des sites, ou encore des « zones sensibles », elles marquent bien la coupure qui ne fait que s'accroître entre deux domaines distincts : celui pour lequel les pouvoirs publics se soucient de préserver une certaine harmonie et certaines qualités qui sont proprement d'architecture — mais qui appartiennent au passé — et le reste. Le reste, c'est-à-dire la presque totalité de l'espace, abandonné à la pollution... Ainsi s'accroît la rupture entre le passé et le futur, le moindre

vestige ancien prenant une valeur souvent démesurée et paralysante, la moindre réalisation nouvelle aggravant l'incohérence et la dégradation des paysages de la vie sans que personne s'en soucie.

Des formes d'urbanisation toutes nouvelles restent à imaginer ou à développer. Quelle qu'en soit la valeur théorique, la possibilité de leur réalisation et leur bon fonctionnement sont subordonnés à une indispensable condition préalable : que les « pouvoirs publics » en favorisent la recherche, aient la capacité de les juger et d'en décider la réalisation malgré toutes les forces d'inertie, de routine, ou d'intérêt — et que chaque citoyen prenne conscience de ce que la cité ne doit exister que pour lui et par lui, et non pour satisfaire tel système économique ou tels intérêts particuliers.

### **Un problème mal posé : la formation professionnelle des architectes**

S'attacher à la réorganisation de l'enseignement professionnel des architectes sans se préoccuper parallèlement de la formation générale de tous, c'est poser à faux le problème de l'architecture.

Au moment même où l'on constate jusqu'à l'évidence l'inadaptation du « milieu bâti » et la perte

de contact entre le grand nombre — les « usagers de l'espace » — et les techniciens, l'attention se fixe exclusivement sur la formation scolaire d'une catégorie de spécialistes dont il apparaît que notre société ne sait que faire, quelles que soient leurs capacités professionnelles... Non seulement 60 % du domaine bâti se fait en dehors des architectes, mais les 40 % restants sont tellement soumis aux impératifs des règlements, des nécessités commerciales et des financements que l'intervention des architectes se réduit le plus souvent à une tentative de sauvetage plus qu'à une création. Quant aux 60 %, ils correspondent, d'une part à l'ensemble des « travaux publics » ou industriels où, si l'architecture apparaît parfois, ce n'est que par la chance d'une exacte adaptation de très grands moyens à des programmes fonctionnellement très simples, — et, d'autre part, aux milliers d'initiatives privées, qui, totalement désorientées, dénaturent irrémédiablement les paysages lentement élaborés et les remplacent par le misérable éclectisme qui caractérise les banlieues.

On ne peut évidemment méconnaître la nécessité d'adapter chaque profession à l'évolution sociale et économique. Mais reporter le poids de la « création architecturale » ou de sa carence sur la profession qui, quelle que soit sa formation se trouve impuissante à s'exercer pour une société désensibilisée,

c'est détourner dangereusement l'attention des véritables causes du malaise. Le meilleur enseignement du monde devient dès lors inutile. En fait, ce n'est pas telle ou telle profession qui n'est pas adaptée aux besoins de la société, c'est cette société même qui n'est pas capable de susciter le «milieu» qui lui conviendrait, ni d'utiliser efficacement ceux qui pourraient l'y aider. Ce n'est donc pas seulement de l'enseignement professionnel que dépend l'avenir de l'architecture mais d'abord de la formation générale des «responsables de la commande», à tous les degrés, du plus modeste au plus élevé, c'est-à-dire de tous.

Voilà plusieurs années déjà qu'un climat de contestation est apparu chez les étudiants des écoles d'architecture. Un projet de réforme de l'enseignement a été la réponse des pouvoirs publics à cette inquiétude (décret de février 1962). Ce mouvement précédait largement les remises en question de l'enseignement général qui ont fait l'objet des colloques de Caen et d'Amiens et que les mouvements de Mai 1968 n'ont fait que confirmer. En fait, comme pour bien des maladies, les symptômes ne doivent pas être identifiés aux causes.

L'inquiétude des étudiants s'est manifestée d'abord dans les milieux de l'architecture parce que c'était ceux où l'évolution actuelle de la société

était le plus clairement et immédiatement «lisible» dans ses conséquences durables. L'écart grandissant entre la forme devenue désuète de cet enseignement et l'essor industriel et scientifique était là particulièrement flagrant.

L'attention donnée à la réforme se fondait d'ailleurs sur des raisons pratiques réelles — comme le surnombre des étudiants dans une même école — mais elle a eu pour conséquence très grave de masquer le vrai problème.

Alors que le développement des techniques exige de plus en plus de techniciens, l'atrophie progressive du sens de l'architecture met en cause l'utilité même des architectes ! Inquiets de leur propre avenir, un grand nombre d'étudiants en architecture se sont délibérément tournés vers la sociologie, comme si la vocation qui les avait conduits à l'architecture perdait sa signification dans un monde où les manières de vivre en société se trouvaient remises en question, confirmant ainsi que l'architecture n'est que la mise en forme de la vie.

Sans doute l'architecture peut-elle être considérée comme une résultante sociopolitique. Mais les enseignements dont dépendent l'architecture ne retrouveront un sens que le jour où l'on aura compris que l'architecture — ce que représente ce mot pris au sens le plus large — doit être la résultante de

l'enseignement général tout entier, et non une sorte d'enjolivure qu'on demande à quelques spécialistes d'ajouter à la production comme un luxe inutile et facultatif.

Les rattrapages par un «tronc commun» ou les propédeutiques ne peuvent compenser en un an ce qui devrait être lentement découvert en dix ans d'études primaires et secondaires. C'est une illusion que d'espérer faire «découvrir l'architecture» en quelques mois à ceux qui en ont été détournés durant toute leur vie scolaire — et il est doublement grave de ne s'inquiéter à ce sujet que des futurs «professionnels» de l'architecture, en abandonnant tous les autres à une formation scolaire désensibilisante.

Il est trop tard, après le baccalauréat, pour tenter d'éveiller des vocations qui s'ignorent ; il est nuisible de faire perdre leur temps à des jeunes gens fourvoyés par le hasard dans l'inconnu ; il est dangereux de laisser une population tout entière insensibilisée et indifférente au devenir de son milieu de vie, et incapable d'orienter, dans le cadre des responsabilités normales d'un citoyen, les décisions qui engagent l'avenir de l'espace de tous.

Les difficultés de «l'enseignement de l'architecture» proviennent sans doute de ce que, dans une époque de mutation comme la nôtre, l'architecture ne s'enseigne pas. Tout enseignement suppose

la transmission de connaissances utilisables et de résultats acquis par expérience. Connaissances et expériences sont à réviser dans un monde neuf. Que reste-t-il à apprendre quand tout est à inventer ? Il s'agit moins d'enseigner que de développer le pouvoir créateur de l'imagination. L'essentiel de ce qu'on doit encore appeler «architecture» échappe au domaine de la connaissance et toutes les propositions qui tendent à organiser ou à réorganiser l'enseignement de l'architecture semblent passer à côté de leur objet. Telle est aussi la raison, sans doute, pour laquelle on n'utilise plus qu'avec réticence le mot architecture : car, faute de pouvoir saisir l'insaisissable, on préfère parler d'autre chose. Comment un sourd pourrait-il parler de musique ?

Si la formation des ingénieurs semble ne pas poser de problème c'est que le «système» du monde actuel leur assure l'avenir. Mais le «système» du monde est lui-même à reconsidérer s'il n'assure pas l'avenir équilibré de la société tout entière. Il s'agit de faire des hommes avant de faire des techniciens.

Enfin et surtout, il est surprenant que le problème de la sensibilisation à l'architecture dès l'enfance — de sa nature, des méthodes pédagogiques à définir et à créer, de l'opinion publique à préparer — ne figure pas en premier parmi les préoccupations des futurs architectes. Les étudiants en architecture sont

cependant les mieux placés, à la fois pour mesurer les lacunes de la formation scolaire qui les a conduits au baccalauréat et pour aider à y remédier.

Il s'agit là d'un thème de réflexion, de recherche et d'expérimentation qui devrait figurer parmi les directions essentielles des programmes de l'enseignement de l'architecture et faire l'objet de nombreux travaux scolaires : les contacts entre les futurs professionnels de l'architecture et les futurs responsables de la commande, c'est-à-dire tout le monde, devraient servir de point de départ à l'enseignement professionnel lui-même, source enrichissante d'échanges avec des pédagogues, sociologues, psychologues, économistes, enseignants de toutes disciplines.

L'avenir de l'architecture ne peut se situer ailleurs que dans la conscience commune : il s'agit de l'éveiller.

### **Une action à long terme**

Aveugle et sereine, la science progresse, ouvrant une voie illimitée aux techniques de production. On reconnaît maintenant que le progrès de la science ne signifie pas nécessairement mieux-être pour l'homme : la connaissance n'est pas spontanément

créatrice de valeurs positives et doit être contrôlée et orientée par une conscience plus haute de notre devenir.

Mais ce n'est pas en quelques mois ou années que la direction prise par les immenses machines technico-économiques du monde pourra s'infléchir. Il faut, dans cet espoir, compter par générations — et la seule action immédiate, urgente, qui soit efficace à très long terme, reste d'entreprendre une formation générale au niveau scolaire, et de soutenir cette action par une large information auprès du public.

Encourager les initiatives privées, favoriser le développement des habitations individuelles, alléger les réglementations, supprimer les permis de construire, laisser à chacun le soin de choisir « le meilleur » dans ce que propose le marché — n'est-ce pas revenir à la saine liberté qui de tout temps a permis la création spontanée des milieux de vie qui nous enchantent rétrospectivement ?

Mais ceci suppose de faire confiance aux capacités de jugement et de création du grand nombre. L'expérience montre que ces capacités sont aujourd'hui atrophiées et qu'un tel espoir est vain.

Ce retour à la liberté n'est pensable que dans de strictes limites et suppose qu'on entreprendra au préalable la formation et l'information nécessaires.

Si l'on passe outre à cette mise en garde, on verra se poursuivre la pollution involontaire mais effrayante de l'espace humain.

Les inquiétudes ou les contestations qui s'expriment, dans cette revue par exemple, sont le fait d'une minorité insatisfaite et particulièrement sensibilisée; mais il existe une immense majorité de gens qui acceptent le monde où ils vivent, inconscients du malaise qu'ils provoquent et qu'ils subissent eux-mêmes.

S'il est certain que les jeunes enfants sont tout prêts à cette découverte, encore faut-il que l'enseignement qu'ils reçoivent ne les en détourne pas. Cela suppose d'innombrables guides : la formation préalable de tous les enseignants, c'est-à-dire d'adultes dont la propre éducation est entièrement à faire en ce domaine car l'expérience a montré que les meilleures volontés étaient souvent impuissantes et que ceux-là même qui paraissaient les plus convaincus de la nécessité d'une action, insuffisamment préparés eux-mêmes, n'étaient pas nécessairement les plus aptes à transmettre.

«L'enseignement artistique», qui pouvait passer pour le plus proche de celui de l'architecture, s'est recusé de lui-même dans toutes ses manifestations ou revendications récentes, excluant nettement l'architecture de ses préoccupations. Une telle

position ne fait que confirmer d'ailleurs le caractère tout à fait spécifique de l'architecture, essentiellement différent de tout ce qui appartient en propre aux arts dits «plastiques». La vocation de ceux-ci est en effet de développer les moyens d'expression sensible et les capacités d'invention créatrice au seul niveau de l'imagination visuelle. S'adressant à l'esprit et à la sensibilité par la matière, elle n'introduit celle-ci qu'en *représentation*. Alors que, dès qu'il s'agit d'architecture, la matière intervient non en représentation mais en action. Cette différence fondamentale échappe le plus souvent : d'où la confusion née de la notion de «Beaux-Arts» ou «arts majeurs» réunissant en équivalence architecture, peinture, sculpture... et gravure, — conception qui fut valable dans les temps où l'Architecture (avec un grand A) était considérée comme l'un des instruments de glorification de la puissance sociale, et académisée comme telle. Tandis que l'architecture du grand nombre, dont les témoignages nous émeuvent encore si profondément, restait modeste et anonyme, bien éloignée de prétendre à l'Art.

Aujourd'hui ce n'est ni comme instrument de propagande politique ou commerciale, ni comme culture artistique que l'architecture doit être introduite dans l'enseignement et dans la conscience

publique, mais au niveau le plus général de la formation individuelle et sociale.

De nombreux échanges de vue avec des enseignants, une proposition au colloque d'Amiens, le bilan du mois de mai 68, ont fait la preuve à la fois de la nécessité d'une action et de l'extrême difficulté de la mener. Alors que de nombreuses expériences ont été entreprises dans plusieurs pays pour répondre au problème posé, l'Éducation nationale, en France, alertée à plusieurs reprises, n'a pu, jusqu'à présent, alourdir ses difficultés d'un souci de plus.

### **Pour une formation publique**

Nous pensons que le grand malaise social dont nous souffrons ne sera surmonté que si l'école prépare mieux les enfants à leurs futures responsabilités pour la mise en forme du monde qui sera le leur. L'enseignement général, y compris l'enseignement dit artistique, est aujourd'hui muet quant à tout ce qui concerne l'architecture. Il en résulte l'atrophie presque générale du sens des relations entre la matière et la forme, et une extrême vulnérabilité à toute la séduction des apparences et aux pressions commerciales les plus dégradantes. Cette dégradation atteint aussi les capacités de sentir et de juger

les témoignages du passé qui sont souvent pris, aujourd'hui, comme modèles à copier, aggravant ainsi la rupture entre la vie et son cadre.

Nous demandons à nouveau que les pouvoirs publics prennent en considération le besoin d'architecture et la nécessité d'inscrire l'organisation de l'espace comme l'un des objectifs fondamentaux de l'éducation des enfants et des adultes, afin :

- que l'action de chacun, au niveau des innombrables initiatives individuelles, cesse d'être dégradante et de « polluer » l'espace, mais contribue au contraire à le rendre plus vivable,

- que chaque citoyen prenne conscience de ses responsabilités quant à la création du cadre de vie de tous : responsabilité d'acheter, de fabriquer, de légiférer, de planifier — à tous les degrés ; responsabilité d'engager l'avenir de l'espace par un choix et une décision. Responsabilité aussi d'enseigner et d'informer,

- que les règlements ne soient pas faits pour remplacer les capacités de jugement et de création mais pour permettre au contraire leur développement,

- que s'affirment à nouveau le sens et le besoin de l'authenticité comme principe fondamental d'une vie individuelle et sociale équilibrée.

C'est à ces conditions que les pouvoirs exaltants de la science et des techniques de notre temps seront bénéfiques.

Cet extrait de  
« Pour une prise de conscience publique »  
publié par *Esprit* en octobre 1969  
a été imprimé à l'aube de l'année 2015  
à un nombre restreint d'exemplaires hors commerce  
pour celles et ceux qui sont attentifs aux  
Éditions du Linteau qui le leur adressent avec  
leurs meilleurs vœux pour l'année 2015

et merci à Michel Hermant

L'article sera réédité dans son intégralité  
avec *Formes utiles* en mars 2015

Composé en caractères Plantin,  
ce texte a été mis en pages par  
Le Temps qu'il fait à Bazas (Gironde)  
et imprimé sur les presses de France Quercy  
à Mercuès (Lot).